



Le «Josébovisme» où le Costa Concordia agricole.

G. Rivière-Wekstein. *Faucheur de science. Les fanatiques sont dans nos campagnes.* Editions Le Publieur, 2012.

Les médias adorent les lanceurs d'alerte sauf lorsqu'ils réduisent en miettes les belles images.

G. Rivière-Wekstein n'intéresse donc pas les médias puisqu'il déboulonne le magnifique produit d'appel que sont José Bové et ses faucheurs volontaires (FV), héros autoproclamés, très éloignés de leur mythe.

En 2003, la Confédération paysanne sous-traite à quelques centaines de militants fanatiques censés représenter la société civile, la mission de saccager les cultures OGM. Ces FV, dont très peu sont réellement agriculteurs, se considèrent comme les «*gentils protecteurs de la nature combattant les méchants et la force du marché*». Ils accueillent à bras ouvert une flopée de marginaux fauchés ne jurant que par la décroissance. José Bové s'est empressé de tourner la page de la simplicité volontaire étant l'heureux propriétaire d'une splendide maison «*new-age*» de 110 m² (mais avec toilettes sèches...ouf), d'un voilier coque aluminium d'au bas mot 150 000 euros, d'un salaire mensuel de député européen de 12 000 euros, d'indemnités forfaitaires de 298 euros par jour de présence à Strasbourg et du remboursement de ses frais de déplacement.

Les FV sont antitout, et proches du lyssenkisme. Leur compétence scientifique est navrante. Un expert en électronique devient du jour au lendemain un expert en «*plantes mutées*», *Greenpeace*, le Crijen ou Inf'OGM fournissant d'autres «*experts*» dont la compétence est inversement proportionnelle à leur dogmatisme anti biotechnologie. En France on ne se bouscule pas pour défendre les biotechnologies végétales, Bové et ses FV ont donc le champ libre devant l'apathie craintive du personnel politique et la mansuétude des journalistes.

La manipulation des images contamine l'imaginaire. «*A la télévision, la force de l'image, permet de résumer un événement*» nous dit Bové qui excelle dans ce domaine. Une action violente, le saccage d'une parcelle d'OGM, devient aux yeux du plus grand nombre un acte pacifique de résistance, tandis que l'action de l'empêcher se mue en action violente, «*envoyer les forces de l'ordre au service des multinationales au mépris de la volonté des citoyens*». Remarquable tour de passe-passe. Mamère, parle «*d'un déni de démocratie et d'une militarisation de l'agriculture*» à l'occasion d'un fauchage contrarié. OGM= violence, le but est atteint. En attendant, les FV se livrent à la «*biovigilance*» et aux «*inspections citoyennes*», bref du flicage, les termes employés rappelant un certain Pétainisme.

La technophobie des FV, remet en question de nombreuses variétés utilisées en agricultures bio ! Biocopp, généreux financeurs des FV, apprécierait peu que ses clients découvrent les fameux «*OGM cachés*» dans ses magasins.

Pire, «*quand on accepte d'avoir des procès, c'est une façon d'instrumentaliser la justice pour s'en servir comme tribune*», admet un FV. La violence intentionnelle des FV est renvoyée sur le dos de ceux qui tentent de l'empêcher. «*La répression nous sert drôlement et embarrasse le gouvernement* » s'exclame Bové. Les stages de «*désobéissance civile*», forts lucratifs, organisés par Xavier Renou, un ancien de *Greenpeace*, ne sont rien d'autres que la gestion des actions violentes. L'objectif est de garantir des images chocs (Bové et ses menottes), les militants apparaissant comme victimes d'une répression d'Etat.

Le décryptage de cette manipulation médiatique est rarement évoqué. La manipulation des mots procède de l'enfumage général: désobéissance civique, non-violence, éco-citoyens... tout ce qu'ils ne sont pas, aidés en cela par *Greenpeace*, spécialiste récidiviste de la délation électronique en mettant en ligne les coordonnées exactes des parcelles de maïs OGM, acte contraire au droit rappelé par le

juge des référés du TGI de Paris. Cela n'a pas empêché *Greenpeace* d'envoyer un commando de FV anéantir un champ d'OGM (Lot-et-Garonne) de manière à former une croix visible du ciel immédiatement filmée au hasard par Yann Arthus-Bertrand depuis son hélicoptère décarboné.

L'argent public finance les actes illégaux des FV. Au fur et à mesure des condamnations, la Confédération paysanne ne veut plus cracher au bassinet et les FV se déclarent insolvables. Ils ont donc droit à une aide financière de 85% par l'état du montant facturé pour un revenu inférieur à 930 euros mensuels. L'association Sans Gène (la bien nommée), est chargée de mettre à l'abri le patrimoine des rares FV solvables (Bové, Mamère, Lemaire...), gère des transferts de fonds d'un millions d'euros afin de régler les amendes dont une partie non négligeable est prise en charge par l'état. En quelques années, Sans Gène a rassemblé entre 1 et 2 millions d'euros. Cet argent provient de donateurs, de produits dérivés, de *Biocopp* (chiffre d'affaire de 500 millions d'euros en 2009), de la Confédération paysanne, d'EELV. Le tout bénéficie de reçus fiscaux justifiant une déduction de 66% des impôts sur le revenu !

Pour le *fun*, rappelons que Mamère, condamné en 2005 solidairement avec huit FV à 100 000 euros de dommages et intérêts n'avait pas apprécié la saisie de son compte courant abritant pas moins de 63 000 euros. Refusant de payer, il a subi une mainlevée de la saisine des comptes. Une paille lorsque l'on connaît son patrimoine en 2002: un appartement parisien, un studio à Bordeaux, une marina en Corse, un portefeuille financier évalué entre 150 000 et 230 000 euros. Un vrai décroissant.

Les FV ne sont pas des obscurantistes, ils brandissent tous leur iPhone dernière génération. Mais leur objectif est bien de détruire toute recherche sur les biotechnologies végétales. L'exemple le plus emblématique est celui du saccage total des 70 pieds de vignes transgéniques de l'INRA de Colmar (14-15 août 2010), projet financé par un établissement public, donc nos impôts. L'objectif était de lutter contre le court-noué qui ravage les plants de vigne. Sept années de travail réduites à néant malgré toutes les précautions prises par les chercheurs pour informer et impliquer les tenants et les opposants aux OGM. Les funérailles de la recherche française dans les biotechnologies, première en son temps, sont célébrées depuis longtemps. Limagrain, BASF, Syngenta et Bayer ont délocalisés leur recherche à l'étranger. Le principe de précaution étant institutionnalisé, la France organise l'exil de ses compétences. Heureusement nous avons Gilles-Eric Seralini.

«OGM, l'intoxication était médiatique¹ !». Seralini est un spécialiste des études récusées en Europe et dans le monde. Sa dernière étude étant qualifiée *«d'atypique et peu convaincante, une conclusion inattendu. Où sont les analyses statistiques, les effets doses et la méthodologie ? Si le principe de précaution est une bonne chose, les scientifiques seraient bien inspirés de l'appliquer à leur propre travaux avant de publier leurs conclusions tonitruantes¹»*. Amen.

Les Diafoirus des biotechnologies ont malheureusement pignon sur rue grâce à la complicité de certains journalistes comme Guillaume Malaurie du journal *Le Nouvel Observateur*, qui sans recul ni avis divergents annonçait en Une, *«Oui, les OGM sont des poisons !²»*. Il faut dire qu'un quasi contrat d'exclusivité avait été passé entre ce journaliste et Seralini. Le film et le bouquin étaient prêts pour compléter la campagne de désinformation. Du bel ouvrage médiatique.

L'obscurantisme et la désinformation risquent donc de durer. Les vrais lanceurs d'alerte ont encore du boulot !

Thierry Levent, écolo-critique amateur.

1. Science&Vie, Novembre 2012.

2. Le Nouvel Observateur du mercredi 15 septembre 2012.